



NR° 1

Janvier 2017

ACCENTS.

Bulletin d'information du Parti Evangélique

NON SANS APPEL A LA TROISIEME REFORME DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES

Lors de leur troisième assemblée extraordinaire des délégués 2016 à Frutigen BE, les délégués du PEV Suisse ont dit NON à 72 voix contre 4 à la troisième réforme de l'imposition des entreprises. La Présidente de parti Marianne Streiff estime que la tâche permanente du PEV est de renforcer le sentiment de justice.

Avec 72 non, 4 oui et 4 abstentions, les délégués du PEV se sont exprimés contre la réforme de l'imposition des entreprises RIE III. Les coûts de la réforme sont complètement imprévisibles. Aucune compensation n'est prévue, des pertes fiscales se comptant en milliards pour la Confédération et les Cantons sont pré-



Image: David Blatter

J.A.B.
3001 Bern



visibles, de manière analogue à la réforme précédente RIE II. Alors que les entreprises et les actionnaires en profiteraient, la classe moyenne et les plus faibles de ce pays devraient supporter les pertes fiscales sous forme d'impôts plus élevés, de mesures d'austérité, de taxes croissantes, d'explosions de primes et de réductions importantes des prestations. Une place économique attractive ne dépend pas uniquement d'impôts peu élevés, mais également d'infrastructures bien entretenues, de possibilités de formations attractives, de la paix sociale et d'une qualité de vie élevée. Il est également peu certain que les PME profiteront vraiment de cette réforme. La présidente de parti, Marianne Streiff, a souligné lors de son discours d'ouverture l'importance centrale des valeurs chrétiennes, en particulier

dans le cas du débat des valeurs ayant lieu actuellement autour de la politique migratoire: «Les valeurs chrétiennes sont nécessaires dans les relations avec les étrangers et représentent un défi important», a déclaré Streiff. On ne peut renier sa propre identité et ses racines juste par considération, mais la discussion autour des valeurs chrétiennes est plus importante que notre positionnement et nos symboles traditionnels:

«Je souhaite que nos valeurs puissent être vécues ensemble et dans le quotidien politique». Au vu des requêtes de réductions massives pour la coopération au développement faites lors de la session d'hiver du Parlement, Streiff en a appelé à son parti: «Je crois qu'il s'agit de notre responsabilité de participer au renforcement du sentiment de justice des êtres humains !»(dm)

CONSIGNES DE VOTE

Décidé par l'assemblée des délégués du 3 décembre 2016 pour les votations du 12 février 2017:



TROISIÈME RÉFORME DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES

NON



NATURALISATION FACILITÉE POUR LES ÉTRANGERS DE LA 3ÈME GÉNÉRATION

OUI



FONDS POUR LES ROUTES NATIONALES ET LE TRAFIC D'AGGLOMÉRATION

OUI

DE L'IMMIGRATION DE MASSE À LA RÉDUCTION DES PRIMES D'ASSURANCE-MALADIE POUR LES FAMILLES

Le sprint final pour la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse, le programme d'austérité, les coupes budgétaires, les primes pour les familles, l'assistance pour les personnes lourdement handicapées et le combat avorté au sujet de la publicité pour le tabac. La session d'hiver au Palais fédéral a été intensive. Très intensive.

La loi sur la mise en œuvre de l'initiative de l'immigration de masse a été un thème très émotionnel qui a mobilisé le Conseil de nombreuses heures et a nécessité des séances complémentaires des commissions. Lors de la votation finale, le Parlement s'est mis d'accord sur une solution qui, selon le Conseil fédéral, est compatible avec les accords de libre circulation.

Le Conseil national a refusé la possibilité d'adopter des mesures allant à l'encontre des accords de libre circulation dans la mesure où aucun accord n'est possible avec l'UE. La majorité du Conseil, tout comme nous, Conseillères nationales du PEV, ne pensions pas qu'il était juste de mettre les accords bilatéraux en péril pour une mise en œuvre hésitante de l'initiative.

Le PDC a, jusqu'au bout, espéré s'imposer avec sa propre solution proposant des mesures cosmétiques ne limitant pas plus l'immigra-

tion, mais qui, au contraire, auraient pu mettre les accords de libre circulation en danger. Nous ne pouvions pas faire partie de cela. Marianne s'était déjà dès le début, également au sein de la Commission des institutions politiques du Conseil national, prononcé contre toutes ces mesures mettant les accords de libre circulation avec l'UE, et par conséquent les accords bilatéraux, en danger.

Les accords bilatéraux sont un pilier essentiel de la place économique suisse, tout comme pour le marché du travail et la recherche en Suisse. Le peuple a soutenu ce point de vue à plusieurs reprises. Ils ne peuvent être mis en danger sans urgence conséquente. Ce positionnement clair a également été celui du Conseil national.

Primes : soulagement pour les familles

Le Conseil national a décidé de réduire de manière consé-

quente les primes d'assurance maladie pour les familles à revenus faibles et moyens. Le PEV soutient cette demande depuis le début déjà lors du travail de commission.

Pour le PEV, il était important que les primes pour les enfants et les jeunes adultes en formation vivant dans des familles à revenus faibles et moyens, puissent être réduites de manière efficace et importante. Les primes doivent, à l'avenir, être réduites de 80%. Jusqu'ici, les réductions étaient de 50%.

Ce qui est également important pour nous : tous les cantons s'engagent ainsi à l'avenir à réduire les primes de manière unifiée d'au moins 80%. Actuellement, les cantons ont des pratiques différentes et appliquent pour les ménages aux revenus les plus faibles des mesures d'économies de manière différente.

Assistance ciblée pour les personnes lourdement handicapées

Une majorité écrasante du Conseil national (186 : 2!) souhaite soutenir financièrement les familles qui prennent soin à la maison d'enfants très malades ou lourdement handicapés. Maja Ingold s'était déjà engagée pour cela de manière conséquente au sein de la Commission, afin que les suppléments pour soins intensifs ne soient plus déduits des contributions d'assistance, afin que les familles en bénéficiant ne soient pas défavorisées.

Pour nous, il était important que cette assistance soit assurée sans aucune déduction afin d'éviter une surcharge et un surmenage des membres de la famille. La majorité du Conseil a également accepté cela. En 2011 déjà, Marianne Streiff s'était déjà engagée afin de soulager encore plus les familles avec des enfants handicapés.

Auto-goal contre la politique de migration

Le programme de stabilisation, programme d'économie de la Confédération, pour la période 2017 à 2019, présentait une position importante du point de vue du PEV: la coopération au développement. Le Conseil national a, heureusement, rejeté la requête de sa commission de réduire encore les moyens alloués à ce domaine par rapport à la proposition du Conseil fédéral. La majorité bourgeoise de la commission souhaitait économiser annuellement CHF 100

Image: Dirk Meisel



Pour le PEV au Conseil national: Marianne Streiff et Maja Ingold

millions supplémentaires. Ainsi, un tiers du programme d'économies total aurait été fait au détriment de l'aide au développement. Actuellement, elle porte toujours un quart de ces économies. Le PEV s'est opposé de manière conséquente aux réductions de l'aide au développement et a ainsi pu contribuer à empêcher le pire. Il va à l'encontre de toute logique de requérir de l'aide sur place afin de stopper les flux de migration, et de couper sans sourciller dans les moyens nécessaires à cette aide. «Un auto-goal de la politique migratoire», comme l'a souligné justement Philipp Hadorn, collègue du PS. De plus, cela n'engendre au final aucune économie, au contraire: chaque personne ayant dû fuir pour la Suisse engendre ici en Suisse des coûts dix fois plus importants dans le domaine de l'asile. Et par conséquent, d'autres mesures d'économie...

Publicité pour le tabac : débat court-circuité

La majorité du Conseil national a, avec 101 voix contre 78, suivi le Conseil des Etats et a renvoyé la Loi sur les produits du tabac (LPTab) au Conseil fédéral. Celui-ci y demandait des limitations supplémentaires en matière de publicité, de promotion des ventes et de sponsoring afin de protéger les jeunes



Image: Edouard Ribben

Les Conseillères nationales du PEV Maja Ingold, ZH, et Marianne Streiff, BE, se battent sans relâche pour la justice sociale, la durabilité et la dignité humaine.

des conséquences graves de la consommation du tabac. Le Conseil a pourtant estimé que des conditions favorables pour l'industrie du tabac étaient plus importantes que la promotion de la santé. Le PEV s'était déjà engagé au sein de la Commission pour la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS) afin que le débat concernant le conflit d'intérêt entre la liberté économique et la protection de la jeunesse et de la santé puisse enfin être mené.

Un conflit d'intérêt

Le conflit d'intérêt est clair: l'industrie du tabac orientée vers une augmentation des revenus est diamétralement opposée à une régulation étatique souhaitant limiter la consommation du tabac. Nous nous trouvons au cœur d'un débat bien connu et au centre de la pesée d'intérêts entre les intérêts de l'économie et les préoccupations de la politique de santé en matière de prévention et de protection de la jeunesse. Une discussion importante Nous ne pouvons éviter cette discussion importante et il s'agit là du rôle du

Parlement. Il est nécessaire d'agir, cela est indiscutable, un renvoi équivaut à un refus de travailler.

Les effets sont importants

Maja Ingold, en tant que porte-parole de la Commission CSSS avait requis de rejeter le renvoi du Conseil des Etats. «Les effets de la consommation du tabac sur la santé sont importants, tout comme les coûts en résultant. Ils sont bien plus élevés que les recettes issues de l'impôt sur le tabac», a rappelé Ingold devant le Conseil.

La protection de la jeunesse

Ce débat avorté aurait permis au Parlement de montrer à quoi ressemble une pesée d'intérêt responsable entre les intérêts légitimes de l'industrie du tabac et la promotion de la santé, soit la protection de la jeunesse. Plus de la moitié des fumeuses et des fumeurs ont commencé à fumer en tant que mineur-e-s. La protection de la jeunesse ne peut pas être utilisée en tant qu'alibi. Le PEV s'engagera à l'avenir encore pour cela.

Mandats contraignants

Le Conseil fédéral doit par conséquent élaborer un nouveau projet. Il est particulièrement choquant que le Conseil des Etats ait clairement mandaté le Conseil fédéral de ne plus intégrer, aucune interdiction de publicité dans ce nouveau projet. Ces mandats sont désormais contraignants et le Conseil national ne peut plus rien y changer.

MARIANNE STREIFF
marianne.streiff@parl.ch

MAJA INGOLD
maja.ingold@parl.ch

 **WWW.EVPPEV.CH/SESSIONSBERICHTE**

AGENDA 2017

12.02.
Votations populaires

27.02 – 17.03.
Session de printemps des chambres fédérales

17.03.
Comité central

18.03.
Assemblée ordinaire des délégués du PEV Suisse, Lucerne

IMPRESSUM

Accents : bulletin d'information du Parti Evangélique Suisse (PEV)
14^{ème} année, numéro 1, 2017

Paraît chaque trimestre. L'abonnement couvre une année et se renouvelle automatiquement s'il n'est pas résilié deux mois avant la date d'expiration. Prix conseillé: CHF 7.- /an.

Edition: Parti Evangélique Suisse (PEV)
Case postale, Nägeligasse 9, 3001 Berne, tél. 031 351 71 71 info@evppev.ch / www.evp-pev.ch / CCP 80-38232-2

Rédaction, gestion des adresses et des abonnements: Parti Evangélique Suisse (PEV) par intérim:
Dirk Meisel (dm), Chargé de communication, dirk.meisel@evppev.ch, tél. 031 351 71 71

OUI À LA TROISIÈME GÉNÉRATION

L'assemblée des délégués à Frutigen s'est prononcée début décembre à l'unanimité en faveur de la naturalisation facilitée. L'«Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des étrangers de la troisième génération» prévoit de permettre à l'avenir aux quelques 4 à 5 milles jeunes étrangers de troisième génération de demander une naturalisation facilitée sous certaines conditions. La naturalisation facilitée correspond à celle appliquée aux conjoints étrangers de citoyens suisses. Les jeunes étrangers de troisième génération ne peuvent plus vraiment être considérés comme des étrangers, a déclaré Marianne Streiff devant les délégués. Ils sont pleinement intégrés, alors qu'ils ne connaissent le pays de leurs grands-parents que pour y avoir passé des vacances. «Ils parlent notre langue, habitent, étudient, travaillent et vivent en Suisse. Rien ne les différencie des jeunes ayant un passeport suisse». De plus, ces naturalisations sont



Image: mäd

Signe de confiance : naturalisation facilitée.

actuellement réglées différemment dans chaque canton. «La solution fédérale unifiée décidée par le Parlement est par conséquent nécessaire !» Les

petits-enfants des migrantes et des migrants d'avant-hier sont notre jeunesse d'aujourd'hui. «Ils doivent pouvoir participer à la vie de notre pays et ressen-

tir notre confiance», déclare Streiff. Car «les jeunes donnent à la Suisse l'élan nécessaire pour avancer.»

PLANIFICATION PLUS SÛRE

Avec 48 oui, 35 non et 3 abstentions, les délégués du PEV ont, lors de leur assemblée générale début décembre à Frutigen, plébiscité la mise en place du «fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA)». Ce fonds devant être créé au niveau constitutionnel doit assurer de manière transparente et à long terme le financement des routes nationales et le trafic d'agglomération. Il peut créer des réserves utilisables au cours de l'année suivante et amortir ainsi les variations des dépenses. Il augmente la sécurité de planification et de réalisation des projets d'infrastructures routières ainsi que la sécurité sur les durées de planification et de travaux qui nécessitent

des investissements importants. De manière analogue au fonds d'infrastructure ferrovi-

aire, le FORTA permet de mieux planifier et de mieux assurer les investissements nécessaires. Il

permet également de mettre la route et le rail sur un pied d'égalité.

Complémentaires, donc efficaces



Image: mäd

Plus de sécurité dans la planification et la mise en œuvre.



PASSÉ ET FUTUR DU PEV-JU



Philippe Siraut,
Président PEV-JU
philippe.siraut@pev-ju.ch

Commençons par un regard rapide sur notre activité de ces derniers mois.

N'ayant pas de député pour nous faire entendre au Parle-

ment, et comme nous avons peu de chance d'avoir à court terme un élu au niveau cantonal, nous nous efforçons de faire entendre notre voix et de défendre les valeurs du PEV par d'autres moyens.

Il s'agit par exemple de participer à des comités référendaires cantonaux, de publier dans la presse des prises de positions sur des sujets d'actualité comme la politique énergétique cantonale ou les mesures d'autorité du canton, ou des mots d'ordre sur les votations trimestrielles. Cela nous permet de mieux nous faire connaître, reconnaître et apprécier sur la scène politique et associative cantonale, ainsi qu'auprès de la population jurassienne.

Nous répondons également toujours volontiers aux consultations qui nous sont soumises par le Gouvernement.

A côté de cela, l'assemblée des délégués du PEV à Delémont au mois de septembre a aussi pris une bonne partie de notre énergie cet été.

Nous avons toutefois pris le temps de participer au Forum des chrétiens impliqués en politique et de tenter de tisser des liens avec les chrétiens d'autres partis, actifs sur la scène politique jurassienne.

Maintenant, pour ce qui s'agit de l'avenir, nous souhaitons intensifier ces actions. Nous apporterons notamment notre soutien actif aux initiatives trouvant leur place dans le cad-

re de nos valeurs essentielles: garantir la vie humaine, agir avec justice et vivre durablement.

Mais, dans l'immédiat, notre prochaine échéance importante est celle des élections communales jurassiennes au mois d'octobre de cette année, avec la perspective de nous présenter cette fois dans plusieurs communes du canton malgré notre nombre réduit de membres.

Comme on le voit, il y a bien du pain sur la planche. Tous les intéressés sont donc les bienvenus pour mettre la main à la pâte.



SITE INTERNET
WWW.PEV-JU.CH

PEV JURA BERNOIS



EN LICE POUR LA PRÉFECTURE



TOM GERBER
VICE-PRÉSIDENT DU PEVJB
toge@bluewin.ch



Image: mäd

Patrick Gsteiger est député au Grand Conseil bernois depuis juin 2010

Le 21 mai 2017, lors du renouvellement général des dix préfets et préfètes du Canton de Berne, les citoyennes et citoyens du Jura bernois seront appelés à désigner leur nouveau préfet, en remplacement du PS Jean-Philippe Marti qui prendra sa retraite. Le Parti évangélique du Jura bernois (PEVJB) a avalisé à l'unanimité et avec enthousiasme la candidature de son président Patrick Gsteiger. Il est convaincu que son parcours professionnel varié, sa longue

expérience politique et son vaste réseau font de lui la personne idéale pour diriger avec entraînement l'équipe de la Préfecture et assumer avec succès la délicate et vaste charge de Préfet.

La formation technique de Patrick Gsteiger et les dix ans qu'il a passés à la codirection d'un bureau d'ingénieurs-conseils seront un atout pour gérer les dossiers de permis de construire et d'autorisations. Son vécu d'enquêteur auprès de la police judiciaire lui permettra d'appréhender sereinement les

aspects de la fonction liés à la sécurité publique, aux situations difficiles ou autres violences domestiques.

En outre, ses huit années à la mairie de Perrefitte et la conduite actuelle du comité de pilotage de la fusion des communes du Grand Val lui donneront le recul nécessaire pour exercer avec rigueur et compréhension la surveillance sur les 46 communes du Jura bernois. Finalement, son expérience politique acquise durant plus de six ans au Grand Conseil ber-

nois, lui aura permis de tisser un important réseau au sein de l'administration cantonale et l'aura éprouvé à la recherche de solutions constructives et de compromis.

Nous souhaitons beaucoup d'énergie à Patrick pour la campagne qui s'annonce ainsi que plein succès pour cette élection.



SITE INTERNET
WWW.PEVJB.CH



FORMATION AUX MÉDIAS



FLORIAN BAIER
CO-PRÉSIDENT DU PEV GENÈVE
jesuslovesyou_ch@yahoo.com

Comment fonctionnent les médias? Comment se préparer pour une interview? Comment faire passer son message? C'est à ces questions-là que nous avons répondu lors d'un module express de formation média. Ainsi, quelque 25 participants ont reçu, en novembre dernier,

7 clés essentielles pour pouvoir envisager un contact média comme une opportunité. Dans la vie nous apprenons à nous préparer pour des examens, à rédiger des textes, ou à gérer une équipe. Dès lors, pourquoi ne pas apprendre comment répondre aux journalistes? Avec une bonne interview, nous pouvons atteindre de nombreuses personnes et renforcer l'image du mouvement que nous représentons. **Le défi du direct**

Florian Baier, Président du PEV Genève, a partagé aux participants quelques uns des défis rencontrés dans diverses situations. Avec la presse écrite les réponses par mail aux questions des journalistes sont souvent bienvenues et permettent une meilleure maîtrise de ce que nous exprimons. Les interventions en direct nécessi-

tent, dans l'idéal, une préparation minutieuse de ses propres arguments et des arguments des opposants. Le cas particulier de l'émission Infrarouge au sujet du vote sur le DPI a été étudié en groupe.

Prochaine édition du module de formation

Compte tenu du succès rencontré en novembre dernier, nous envisageons d'organiser cette formation une nouvelle fois en mars 2017. Si vous souhaitez être tenus informés à ce sujet (date, lieu, etc.) ou pour être tenus informés de toutes nos activités (AG, etc.), contactez-nous par courriel à : info@pev-ge.ch et recevez toutes les informations nécessaires.



SITE INTERNET
WWW.PEV-GE.CH

Soutien des sections



Depuis le 1er janvier 2017, Philippe Siraut complète l'équipe du secrétariat général du PEV Suisse en tant que chef de projet pour la Romandie à 20%. Sa mission principale est le soutien des sections du PEV. Il soutient, accompagne et conseille les sections dans leurs activités de base et en ce qui concerne leur développement, tout comme lors des élections ou pour le recrutement de membres et de candidats. Philippe Siraut est aussi le président de PEV Jura.

Bienvenue dans l'équipe!



ELECTIONS 2017: C'EST PARTI!



FRANÇOIS BACHMANN
PRÉSIDENT PEV VD
francois.bachmann@pev-va.ch

Comme annoncé dans une précédente édition, la collaboration entre les cinq partis du centre vaudois (PEV, PDC, UDF, PBD et Vaud Libre) s'intensifie! Ce 3 janvier dès 6h du matin, nous avons distribué quelques milliers de marque-pages dans plusieurs grandes gares du canton: une belle opportunité pour présenter nos meilleurs vœux aux pendulaires, expliquer ce qu'est l'Alliance du Centre

et introduire notre nouveau mot-sésame: COHATIFORCE (plus d'infos sur www.alliance-ducentre.ch). Un grand MERCI aux membres motivés malgré la bise glaciale, l'écho a été très positif!

La campagne AdC pour les élections cantonales d'avril est prometteuse à plusieurs niveaux: des candidats de l'AdC se présentent pour le Conseil d'Etat, les listes communes «Alliance du Centre» pour le Grand Conseil sont en construction dans la grande majorité des districts, et nous planifions une campagne d'affichage AdC commune afin de nous positionner comme une force de proposition équilibrée, crédible et novatrice. L'objectif est de gagner un siège pour former un groupe AdC (min. 7 députés) au Grand Conseil.

En tant que PEV vaudois, nous nous sentons à l'aise dans cette alliance: nos valeurs sont présentes dans la platefor-

me commune, nous sommes écoutés en tant que partenaires de longue date et nos candidats seront en bonne position sur les listes pour le Grand Conseil. Vu que nous n'avons pas encore de députés, nous avons décidé de renoncer à une candidature pour le Conseil d'Etat et de soutenir les candidats de notre Alliance. Il n'y a plus qu'à... voter la liste AdC en avril!



SITE INTERNET
WWW.PEV-VD.CH

PEV ONLINE



www.evpppev/accents



[@evppev](https://twitter.com/evppev)



facebook.com/evppev

COTISATION 2017

Merci de vous acquitter de la cotisation pour «ACCENTS» et d'arrondir généreusement le montant pour soutenir nos campagnes politiques.

ClimatePartner^o
climaticquement neutre

Impression | ID: 53458-1410-1071